

MARDI 9 SEPTEMBRE 2014

- = La Banque du Canada est au bord de la faillite ! p.1
- = Des signes de baisse des marchés p.10
- = « L'immobilier, outil d'esclavage !... » p.11
- = Japon : des chiffres catastrophiques! p.19
- = La grossière erreur du JT de France2 sur le budget de l'Etat p.22
- = Banques : comment une réglementation perverse favorise les crises financières, 2ème partie p.23
- = Europe : LE JEU DEVIENT SERRÉ ! p.24
- = Washington et ses vassaux de l'OTAN et de l'UE sont devenus fou p.24
- = Les rhumatismes de Keynes p.34
- = Economie : quand la myopie se transforme en strabisme p.35
- = La plus grande pollution minière jamais survenue au Canada p.35
- = Les USA prévoient d'utiliser la force létale contre des civils désarmés p.39
- = Les 'Draghinomics': préparez-vous à voir la parité de l'euro chuter... p.41
- = Pourquoi les gouvernements détestent l'or p.43



VIDÉO du JOUR



<http://news360x.fr/olivier-delamarche-japon-va-t-il-finir-largentine/>



La Banque du Canada est au bord de la faillite !

Blog de la résistance 08 septembre



Plus sous-capitalisé que la FED ou la BOJ ça existe ? Oui, La Banque du Canada ! Comme quoi le chaos ne viendra pas

forcément d'où on pense ... " l'auteur fait allusion à l'adoption camouflée par le parlement fédéral de mesures qui permettent aux banques canadiennes de se recapitaliser – appréciez l'euphémisme ! – en pigeant dans les comptes de leurs déposants (vous et moi)." hé bien bienvenus au club des futurs tondus. De toute façon c'est une tendance mondiale on y passera tous. Les espagnols viennent de prendre 0.3 % (de mémoire) sur leur épargne bancaire, rétroactifs ;

GROS BONJOUR à nos amis canadiens et surtout les cousins Québécois, les plus nombreux sur ce blog, après les FRENCHIES ! Revue de presse 2013-2014 [Z@laresistance](#)

== ==

Il y a quelques jours, à l'occasion d'une de mes visites quotidiennes sur le site réputé ZeroHedge spécialisé dans les informations économiques et financières, je suis tombé sur [un article qui m'a tellement renversé](#) que j'ai décidé de le traduire pour le partager avec vous. Vous le trouverez donc plus bas.

J'avais beau savoir que la situation financière du Canada est très précaire depuis 2008, je ne me doutais pas qu'elle s'était dégradée à ce point, d'autant plus que, comme l'auteur le mentionne, la perception générale, même dans les cercles spécialisés, est qu'elle est plutôt bonne.

Il s'agit donc d'une information capitale pour tous les Canadiens, mais surtout pour les Québécois qui s'imaginent que leur appartenance au Canada est essentielle à leur bien-être économique.

Dans son texte, l'auteur fait allusion à l'adoption camouflée par le parlement fédéral de mesures qui permettent aux banques canadiennes de se recapitaliser – appréciez l'euphémisme ! – en pigeant dans les comptes de leurs déposants (vous et moi).

J'avais justement signalé ici-même sur Vigile en avril 2013

l'imminence de l'adoption de cette mesure dans un article intitulé
Les banques veulent votre bien
Le gouvernement fédéral s'apprête à le leur donner
Elles vont pouvoir piger dans votre compte de banque sans votre permission

Voici un extrait pertinent de cet article :

Lors du dépôt du budget fédéral il y a une dizaine de jours, le ministre des Finances Flaherty a déposé simultanément un document intitulé « Plan d'action économique 2013 ». Vous en trouverez les morceaux éparpillés à cette adresse.

Bien cachée complètement au bas du Chapitre 3.2 dont le titre « Aider les fabricants et les entreprises à prospérer dans l'économie mondiale » est sans rapport avec le sujet traité, se trouve une section intitulée :

Instaurer un cadre de gestion des risques pour les banques nationales d'importance systémique

Le Plan d'action économique de 2013 instaurera un cadre exhaustif de gestion des risques pour les banques canadiennes d'importance systémique.

Les grandes banques canadiennes sont une source de vigueur pour l'économie du pays. Elles connaissent de plus en plus de succès sur les marchés internationaux et créent des emplois au pays.

Le gouvernement reconnaît aussi qu'il faut gérer les risques associés aux banques d'importance systémique – celles dont les difficultés ou la faillite pourraient perturber le système financier et, partant, nuire à l'économie. Cela exige une supervision prudentielle solide, de même qu'un ensemble robuste

d'options permettant la résolution de ces institutions sans faire appel à l'argent des contribuables dans le cas peu probable où l'une d'elles ne serait plus viable. [Mes caractères gras]

Le gouvernement compte mettre en place un cadre exhaustif de gestion des risques pour les banques canadiennes d'importance systémique. Ce cadre s'harmonisera avec les réformes instaurées par d'autres pays et les principales normes internationales, comme les Caractéristiques essentielles de systèmes performants de résolution pour les établissements financiers (Key Attributes of Effective Resolution Regimes for Financial Institutions) du Conseil de stabilité financière, et fonctionnera en parallèle avec le régime canadien des fonds propres réglementaires déjà en place. Le cadre de gestion des risques comprendra les éléments suivants :

- Les banques d'importance systémique seront assujetties aux normes de fonds propres plus élevées que déterminera le surintendant des institutions financières.
- Le gouvernement propose d'établir un régime de recapitalisation interne pour les banques d'importance systémique. Ce régime sera conçu de manière que, dans le cas peu probable où une banque d'importance systémique épuiserait ses fonds propres, elle pourra être recapitalisée et redevenir viable grâce à la conversion très rapide de certains de ses passifs en fonds propres réglementaires. Cette

mesure réduira les risques pour les contribuables. Le gouvernement consultera les intervenants sur la meilleure façon d'instaurer un régime de recapitalisation interne au Canada. Le calendrier de mise en œuvre assurera une transition en douceur pour les institutions touchées, les investisseurs et les autres participants au marché. [Mes caractères gras]

- Les banques d'importance systémique demeureront assujetties aux exigences existantes sur la gestion des risques, y compris une surveillance plus étroite et l'obligation de préparer des plans de reprise des activités et de résolution. Ce cadre de gestion des risques limitera l'avantage injuste dont profiteraient les banques canadiennes d'importance systémique du fait que les investisseurs et les autres participants au marché croiraient, à tort, que ces institutions sont trop grandes pour faire faillite.

Dans un langage tout ce qui a de plus aseptisé, le gouvernement fédéral explique le plus banalement du monde que dans le cas où une banque d'importance systémique comme l'une des cinq grandes banques canadiennes (RBC, TD, CIBC, BMO, ou Scotia et dans certaines circonstances possiblement aussi la BN et certaines autres banques régionales importantes), épuiserait ses fonds propres, elle pourrait être recapitalisée et redevenir viable grâce à la conversion très rapide de certains de ses passifs en fonds propres réglementaires, dans le but de réduire les risques pour les contribuables.

Cela veut tout simplement dire que les dépôts de ses déposants (passifs pour elle) pourraient être convertis (quel

euphémisme !) en fonds propres de la banque, sans le consentement des intéressés, pour éviter que le gouvernement ne soit lui-même obligé de la recapitaliser. Il s'agit d'une expropriation, d'une confiscation des dépôts, d'un vol au sens du code criminel (aller au delà de l'intérêt spécifique qu'on a dans la chose), en toute légalité. On croit rêver !

Voilà ce que le gouvernement fédéral concocte dans votre dos, bien à l'abri dans les méandres de ses textes « d'information » sur ses plates-formes Internet.

Il semble que je n'aie pas été le seul à être choqué par cette mesure, Voici ce qu'en pense Simon Black, investisseur international, blogueur de renom, et auteur de l'article que je vous annonçais plus haut :

Et maintenant, la banque centrale la plus lamentablement sous-capitalisée en occident [un indice : ce n'est pas la FED] :

Le 2 septembre 2014

Dans le cadre du « jamboree » annuel des dirigeants de banques centrales, le gouverneur de la Banque du Canada a certainement dû recevoir des commentaires envieux de plusieurs de ces sorciers de la haute finance pour la réputation du Canada comme refuge financier mondial par excellence. .

On ne trouve sans doute pas de meilleure illustration de cette réputation que dans l'entrevue accordée au réseau Bloomberg par le grand patron de RBC Gestion de patrimoine – la plus grande institution du genre au Canada – dans laquelle il déclarait « le Canada est aujourd'hui ce

qu''était la Suisse il y a vingt ans, et les banques canadiennes sont à l'image de leurs homologues suisses il y a vingt ans. »

C'est la dernière ritournelle à la mode. Le Canada projette l'image d'un refuge financier de premier ordre et d'un « îlot de sécurité et de stabilité » parce que tout le monde est convaincu que les finances du pays sont bien gérées, qu'il est supérieurement avantagé en richesses naturelles, et que son économie est très performante.

À chaque fois que je vois des banquiers s'échanger des congratulations, mon premier réflexe en est un de grand scepticisme. Mais ici, sur le blogue Sovereign Man, toutes nos conclusions sont fondées sur des faits. Nous avons donc analysé les chiffres en profondeur.

En premier lieu, la mère de toutes les institutions financières, la banque centrale du Canada.

Le premier critère de la bonne santé d'une banque centrale, c'est la solidité de son bilan que reflète le rapport entre son capital net et ses actifs, communément exprimé en pourcentage.

Alors, quelle est la performance de la « Banque du Canada » [Note du traducteur : L'auteur utilise à dessein la version française du nom de la banque, sans doute par dérision] à ce chapitre ? Pas très bonne.

En fait, comme les faits le démontrent, la Banque du Canada est la plus lamentablement sous-capitalisée de toutes les banques centrales en occident. Sa position à cet égard est si mauvaise que celle de la FED semble pétante de santé en comparaison.

Le Monetary Authority Exchange Fund de Hong-Kong constitue un bon exemple d'institution dotée d'un bilan solide. Les derniers chiffres en date du 30 juin faisaient état d'une réserve de capital de 22 % des actifs totaux. Il s'agit d'une marge de sécurité très importante pour une banque centrale.

En comparaison, celle de la Réserve fédérale des États-Unis (la FED) n'est que de 1,27 %. Le Canada ? Un minuscule 0,47 %... comme dans moins d'un demi pourcent. À ce niveau là, plus question de parler de sécurité et de stabilité. Il s'agit tout juste d'une erreur dans l'arrondissement des chiffres.

Qui plus est, le Canada n'impose AUCUNE exigence de réserve à ses banques. Cela veut dire que les banques canadiennes ne sont pas tenues de garder en réserve une partie des dépôts de leurs clients. Elles ont donc la possibilité de prêter 100 % des sommes déposées auprès d'elles.

Il n'y a pourtant pas matière à s'inquiéter, dit-on, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la SADC) assure les dépôts bancaires à concurrence de 100 000 ! Mais lorsqu'on y regarde de plus près, les déposants ne sont pas très protégés. Au Canada, les dépôts admissibles à cette protection s'élèvent à environ 646 milliards. Or la SADC ne dispose que de 2,8 milliards \$ pour couvrir les pertes, soit seulement 0,43 % du total.

Et ce qui est encore plus troublant, c'est que le Canada a adopté un mécanisme confiscatoire comme celui de Chypre pour permettre aux banques de se servir dans le compte de leurs déposants lorsqu'elles épuisent leurs capitaux propres. Cette disposition a été soigneusement dissimulée dans les

méandres du Plan d'action économique 2013 du gouvernement fédéral. Il s'agit d'un plan de « recapitalisation interne » pour les banques qui revêtent « une importance systémique », un procédé qui ne répond pas à l'idée que je me fais de la sécurité.

Enfin, le mythe canadien achève de se dégonfler complètement lorsque vous examinez le niveau des réserves d'or du Canada. Au début de ce siècle, le Canada détenait 46,19 tonnes d'or. Aujourd'hui, il ne lui en reste plus que 2,99 tonnes. C'est une baisse spectaculaire de ses réserves de 93,5% en un peu plus de 10 ans !

En d'autres termes, les autorités monétaires canadiennes ont pris en toute conscience la décision de renoncer à des actifs tangibles en échange d'actifs papier que le premier illusionniste venu peut tirer d'un chapeau.

Elles ont conduit la banque centrale du Canada au bord de la faillite.

Il faut s'en tenir aux faits et non aux impressions.

Quiconque examine les faits ne peut tirer d'autre conclusion que le Canada n'est certainement pas le refuge sécuritaire que l'on prétend.

Simon Black

*À propos de l'auteur : Simon Black est un investisseur international, entrepreneur, grand voyageur, « homme libre », et le fondateur du site **Sovereign Man***

<http://www.sovereignman.com/finance/presenting-the-most-pitifully-capitalized-central-bank-in-the-west-hint-its-not-the-fed-14950/>

<http://www.vigile.net/La-Banque-du-Canada-est-au-bord-de-64261>

Des signes de baisse des marchés

09 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | <http://la-chronique-agera.com/baisse-marches/>

▪ Notre vieil ami Mark Hulbert est d'avis qu'un marché baissier est en train de se développer. Citant les travaux de Hayes Martin, d'ExtremeMarkets, il écrit que trois indicateurs ne manquent jamais d'avertir d'une baisse :

"En fait, aucun marché baissier ne s'est produit sans que ces trois signes n'apparaissent en même temps. Une fois que c'est le cas, il faut environ un mois jusqu'à ce que le début du déclin soit visible, selon Martin.

Les deux premiers de ces trois indicateurs boursiers — une surabondance d'investisseurs haussiers et une surévaluation des actions — sont présents depuis plusieurs mois. En décembre, par exemple, le pourcentage de conseillers se décrivant comme haussiers est passé au-delà des 60%, un niveau que le service d'investissement Investors Intelligence considère comme étant 'en territoire dangereux'. [Le mois dernier], ce chiffre était à 56%.

Également, depuis la fin de l'année dernière, le PER de l'indice Russell 2000 — qui concerne les petites valeurs US —, hors bénéfices négatifs, est passé à son plus haut niveau depuis que l'indice a été créé en 1984 — plus élevé encore qu'à son sommet d'octobre 2007 ou qu'en mars 2000, au plus haut de la bulle internet.

Le troisième indice baissier du trio de Martin a émergé récemment — c'est pour cette raison qu'à la fin juillet, il a conseillé à ses clients de vendre les actions. C'est à ce moment-là que la fraction de valeurs participant au marché haussier, qui avaient déjà commencé à glisser, ont enregistré un déclin marqué".

▪ **Hausse ? Baisse ? A quoi s'attendre maintenant ?**

Nous n'en sommes pas certain... et nous ne sommes pas inquiet non plus. Fidèle au vieux dicton — acheter au plus bas, vendre au plus haut —, nous sommes sorti de ce marché il y a très (trop) longtemps.

Et suivant notre nouveau dicton — oubliez le meilleur, vendez simplement le pire — nous avons pour objectif d'éviter certaines des pires séances des marchés actions et obligataires... dont nous pensons qu'elles sont encore à venir.

Pourquoi pensons-nous que c'est le cas ?

Eh bien, un investisseur peut surmonter beaucoup d'échecs. Mais trop de succès le ruinera à coup sûr. Trop d'argent (ou de crédit) fait grimper les prix, réduit les rendements, force les investisseurs à se positionner sur des placements *subprime*, augmente la dette et condamne les marchés au désastre.

Allan Sproul, à la tête de la Fed de New York, a clarifié ce processus en 1946 (merci au *Grant's Interest Rate Observer* d'avoir attiré notre attention sur cela) :

"A mesure que les titres obligataires, tant publics que privés, voient le prix augmenter sous la pression de la masse monétaire abondante, les fonds s'écoulent en quantité croissante dans des titres de moindre qualité, mais aussi dans les valeurs boursières, les matières premières, l'immobilier et d'autres marchés".

Ensuite, Henry Hazlitt a continué : "les taux d'intérêt ne peuvent être maintenus aux niveaux actuels qu'en diluant continuellement l'offre de vrais capitaux au moyen d'une injection constante de nouvel argent et de crédit bancaire"...

A mesure que les taux ultra-bas continuent, des seuils sont franchis. En 1946, la compagnie ferroviaire Union Pacific a pu emprunter à 2,51% — un plus bas record. Mais l'Union Pacific était une entreprise solide. Aujourd'hui, la bulle de prêt financée à crédit trouve des emprunteurs qui n'ont ni rails ni trains.

Le Rwanda a récemment emprunté 400 millions de dollars — l'équivalent de 5% de son PIB — à moins de 7% d'intérêt. À coup sûr, c'est là aussi un seuil.

« L'immobilier, outil d'esclavage !... »

Charles Sannat 9 septembre <http://www.lecontrarien.com/>

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Lorsque l'on regarde les événements avec un peu de détachement, d'objectivité et de recul, un tableau d'ensemble assez saisissant pour ne pas dire effrayant se dégage.

Vous pourrez, dans cette édition du Contrarien, regarder une vidéo assez courte d'Étienne Chouard qui était l'invité de l'émission « Ce soir ou jamais ». Je vous passe l'hypocrisie et l'agressivité de Jacques Attali qui fera tout ce qu'il pourra pour tuer dans l'œuf les idées portées par Étienne Chouard. Ces idées peuvent évidemment être discutées, en aucun cas le débat ne peut être tué comme il l'a été dans cette émission par des procédés assez surprenants mais finalement particulièrement logiques dans le contexte.

Monsieur Chouard a eu un grand tort, et pour cela il sera vraisemblablement honni par le système pour les siècles des siècles. Il a osé dire que la crise n'existait pas pour ceux à qui le système bénéficie, et l'on ne parle pas ici des « riches », non on parle de ceux qui tiennent le système, qui tiennent les systèmes dits démocratiques dans le monde entier, on parle de l'ex-ennemie de François Hollande, nous parlons de la finance. Et Chouard dénonce cela avec une infinie véracité.

Cela nous amène justement à ce tableau d'ensemble. Si pour nous les sans-dents c'est la crise, pour eux, pour la finance les affaires n'ont jamais été aussi extraordinaires, plus encore, grâce à la crise, partout les intérêts de la finance avancent, partout dans le monde ; avec de l'argent imprimé gratuitement, certaines immenses entités rachètent à des prix bradés avec de l'argent gratuit qu'ils n'ont pas des actifs qui demain vaudront de l'or.

Il y a donc une véritable guerre qui se joue dans l'acquisition de biens ou de services qui sont indispensables et parmi eux se trouve évidemment l'immobilier car se loger est un besoin évident, un besoin primaire. Alors la crise immobilière, sachez-le, n'est pas une crise pour tout le monde, je dirais même qu'elle est au cœur de jeux de pouvoirs sans précédent, en particulier en Europe.

Faire les liens

Il ne faut pas prendre les informations comme une suite ininterrompue ou un flot continu. Il faut stocker et analyser ces informations et pour cela il faut du temps, du recul pour que se dégage une photo d'ensemble cohérente et elle l'est cohérente cette photo d'ensemble.

Dans tous les pays qui connaissent des difficultés, l'objectif de l'ex-grand ennemi de notre mamamouchi c'est de saisir les biens immobiliers.

Étape 1 : avec des taux très bas, on finance en prêtant au pékin moyen des sommes folles pour construire des logements. Les prix montent.

Étape 2 : les gens ne peuvent plus suivre. L'immobilier est devenu trop cher. Les taux d'intérêt sont augmentés (si, si, c'est la FED, la Banque centrale US, qui monte les taux pour faire exploser l'immobilier aux USA volontairement, ce sont les faits, reprenez n'importe quel graphique d'évolution des taux depuis 2005... édifiant). Les gens deviennent insolvables, ils sont obligés de revendre leur biens bien chèrement acquis à des prix dérisoires... mais tous ces biens ou presque sont rachetés par la « finance » qui va les transformer en produit de rapport et vous abonner à vie à un « loyer ».

Ce phénomène est à l'œuvre partout dans les pays occidentaux, des USA bien évidemment à l'Europe avec le cas irlandais, le cas grec, chypriote ou italien. Pour le moment, quelques pays résistent encore et pas des moindres comme l'Italie, la France ou l'Allemagne, mais pour combien de temps encore.

Le modèle anglais

L'idée de fond, c'est le modèle de possession immobilière anglais. Au royaume de sa très vieille majesté et en particulier à Londres, il est devenu presque impossible au commun des mortels et même celui qui gagne bien sa vie de devenir propriétaire. Tout l'immobilier est détenu uniquement par quelques grandes familles de lords sans que le petit peuple n'y trouve rien à redire. C'est un modèle extraordinaire pour la caste dirigeante, celle qui se cache derrière la « finance » (la devenue copine de notre misérable et pathétique mamamouchi 1er).

C'est ce modèle-là que la finance souhaite partout dans le monde développer, amplifier, structurer et organiser et pour cela une bonne crise immobilière est la meilleure des solutions et notre pays n'y coupera pas.

Deux informations se sont télescopées aujourd'hui autour de ce sujet et cela est d'autant plus facile justement à illustrer car la « finance » aussi commet des erreurs de « timing » et parfois, les choses peuvent apparaître plus clairement. Essayons donc de vous montrer, par-delà le JT de 20h00, la grande photo d'ensemble et là où les maîtres de ce monde souhaitent vous

emmener.

Le cas espagnol, une dépêche du jour :

C'est une dépêche de l'agence Bloomberg qui explique comment en Espagne, la banque Goldman Sachs rachète les HLM de la ville de Madrid, passe les loyers de modérés à très élevés, en laissant aussi les squatteurs s'installer pour leur laisser faire le grand nettoyage des occupants anciens... On dégrade les immeubles, les gens, de guerre lasse, finissent par partir d'eux-mêmes et des HLM – qui ne rapportaient rien et achetés une misère à un pays –, forcés de les vendre, peuvent être loués désormais dans le parc privé avec une très belle plus-value au passage. Que des gens se retrouvent sans logement est bien la dernière des préoccupations de Goldman Sachs, la finance, l'amie de notre nodocéphale élyséen.

Ce plan est parfait, élégant, rentable, juteux, « margeux » dirais-je même.

Voici la traduction du début de la dépêche. Elle est en lien, allez la lire, même à l'aide de la traduction automatique de Google, cela vaut le détour pour comprendre cette grande photo d'ensemble.

« Marcelino Sanchez Calvo et son épouse, Maria Luisa, n'avaient jamais entendu parler de Goldman Sachs Group Inc. jusqu'à l'année dernière, lorsque la banque d'investissement a acheté le lotissement de quatre immeubles où ils vivent dans le quartier de Vallecas, dans la banlieue sud de Madrid.

Marcelino, un 71-ans chauffeur de camion à la retraite, n'est pas impressionné par son nouveau propriétaire (pourtant il devrait mais la fierté ibérique existe !!).

Goldman Sachs a pris le complexe de 289 unités en août 2013 dans le cadre de son acquisition de 3 000 appartements à faible revenu (HLM) du gouvernement régional de Madrid pour 201 000 000 €. Avec la vente, des subventions pour les locataires ont disparu, et, selon Sanchez, un petit problème avec les squatteurs est devenu un plus grand.

Voilà ce qu'il en dit notre chauffeur routier à la retraite : « Nous ne voulons pas vivre avec des squatteurs », dit Sanchez. « Cela est devenu une entreprise, ce n'est plus un programme social... » Eh oui mon petit Sanchez, tu commences à comprendre, comme je l'espère les lecteurs de cet article.

Mais allons plus loin et parlons désormais de Chypre.

Chypre une nouvelle législation sur les saisies immobilières imposée par la BCE...

C'est un excellent article du *Figaro* intitulé « Chypre autorise les saisies immobilières » et de la veille qui revient sur ce nouvel épisode de mise sous coupe réglée de l'île de Chypre.

« Le Parlement chypriote a adopté hier une loi autorisant la saisie de biens immobiliers payés avec des crédits douteux, ce qui devrait permettre à l'île en récession de toucher sa prochaine tranche d'aide internationale.

Ce vote est intervenu au lendemain de la date butoir fixée par les bailleurs de fonds internationaux, qui avaient fait de cette législation sur les saisies immobilières une condition sine qua non du versement à fin septembre de 436 millions sur les 10 milliards d'euros d'aide accordés en 2013. La nouvelle loi fait en sorte que la durée des procédures de saisie soit significativement réduite, d'un maximum de vingt ans à seulement plusieurs mois, et met en place des règles d'évaluation des biens à saisir et de leur mise aux enchères, tout en enjoignant les banques à restructurer les prêts douteux avant d'envisager de recourir à la saisie. »

Le vocable « bailleur de fonds internationaux » masque la réalité simple pour savoir qui est derrière. Derrière, il y a la « troïka », à savoir le FMI, la BCE et l'Union européenne... Que des gens gentils qui veulent notre bien et qui, accessoirement, sont les bras armés de la « finance », copine de François qui « aime » les sans-dents mais alors le plus loin possible de lui.

On apprend d'ailleurs au détour de cet article qu'à Chypre, où décidément tout semble aller pour le mieux, que :

« Selon le FMI, environ 46 % des prêts accordés par les banques chypriotes sont considérés comme « douteux » car leur remboursement est en retard d'au moins trois mois, le taux le plus élevé en Europe. L'agence de notation Moody's a d'ailleurs estimé début août que l'île présentait un « haut risque de défaut (de paiement) à moyen terme » en raison de ce taux élevé de créances douteuses. La troïka menaçait Chypre de classer ces emprunts dit « toxiques » comme « non remboursables » si la législation réclamée n'avait pas été adoptée, ce qui aurait conduit les banques chypriotes à échouer aux

tests de résistance (stress tests) qui sont prévus à l'automne... »

C'est sûr que maintenant, les mêmes banques toutes aussi fragiles vont pouvoir passer les devenus très célèbres stress tests qui ne sont qu'une vaste bouffonade. Mais commencez-vous à mieux comprendre ?

46 % des prêts, 46 % des biens financés à crédit vont devenir « saisissables » par la finance... L'immobilier chypriote va aller directement dans la main de Goldman Sachs et consort grâce à des fonds et de l'argent gratuit imprimé par la BCE...

La finance a déclaré la guerre aux peuples, soyons des résistants. Comment faire ?

Voilà le grand tableau d'ensemble, il s'agit de s'accaparer les richesses des gens, des épargnants. C'est une immense partie de Monopoly et croyez-moi, nous, les peuples, nous avons un petit handicap car on ne nous a laissé ni la Rue de la Paix ni la carte « Champs-Élysées »... Nous ne pouvons pas compter sur la case gendarme « allez en prison » car ils ont tous le joker « sortez de prison ».

Le grand concept c'est d'endetter les nations. Une nation endettée est soumise bien plus efficacement que par les armes et il n'est nul besoin de l'occuper militairement et pourtant les dirigeants vous mangent dans la main tellement ils sont faibles. C'est exactement ce qu'il se passe pour Hollande, obligé de courber l'échine devant sa copine la « finance » nommant qui de droit à l'économie pour que la France soit encore financée quelques temps. Puis viendra le temps de la faillite. Ce jour-là, ce sont les 3 600 milliards d'euros d'épargne des ménages qui viendront rembourser la finance et nos 2 000 milliards d'euros de dettes. C'est écrit, c'est une évidence. Mais la finance ne perdra pas un sou. Vous, en revanche... vous avez déjà droit à une belle législation européenne intitulée garantie des dépôts jusqu'à 100 000 euros... et tout le reste on peut vous le prendre ! Tout dépend de la façon dont on vous vend les choses et dont vous lisez les textes... ou regardez le verre. Il est peu probable qu'à la question « votre poisson est-il frais ? » votre poissonnier réponde : « Non, non, il est complètement avarié, surtout n'en prenez pas !! » Il va évidemment vous empapaouter.

Alors résister cela veut dire débancariser au maximum, cela veut dire avoir de l'or non pas pour avoir de l'or (de façon générale, des métaux dits

précieux) mais parce que vous quittez le système monétaire traditionnel. Être un détenteur d'or ou d'argent (ou même de bitcoins bien que la volatilité soit énorme et que je reste très sceptique sur ces machins numériques), c'est refuser de jouer le jeu de la finance, c'est refuser d'accepter leur monnaie papier qui asservit les peuples et les nations, c'est sortir du système de l'argent dette. La raison pour laquelle l'or est aussi détesté de la « finance » c'est parce qu'elle ne maîtrise pas l'or, l'or est l'antidote de la finance.

Mais ce n'est pas tout. Refusez le crédit, refusez les prêts, refusez les dettes. La dette n'enrichit pas, elle rend esclave (sauf pour acheter un bien immobilier et nous allons y arriver).

Résister c'est aussi refuser l'hyperconsommation, c'est refuser la pub, c'est refuser le marketing, c'est refuser la possession, c'est refuser les chimères du système, c'est refuser la malbouffe, c'est être autonome et résilient là où le système vous veut dépendant, résister c'est aussi avoir un potager ou un poulailler... Résister c'est échanger ses graines (non-stériles) et pas vendues par Monsanto.

Enfin, pour mettre en échec la privatisation de l'immobilier, soyez propriétaires, mais pas n'importe quand ni à n'importe quel prix. Quand la « finance » achète quelque part, c'est le moment de le faire, de faire comme elle. C'est le cas donc pour l'Espagne ou pour Chypre. Pour la France, attendez encore un peu sauf si vous pouvez acheter sans crédit ou avec un faible prêt... histoire de ne pas être saisi lorsque la « finance » s'intéressera à notre pays et qu'elle foncera sur nous et notre peuple comme un charognard affamé.

Nous sommes les prochains sur la liste et croyez-moi, cela sera très douloureux.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Portugal : la poste vendue au secteur privé

C'est un article bref de RFI qui revient sur la privatisation des bijoux de famille portugais avec cette fois la privatisation des services postaux (rentables) bradés à des investisseurs étrangers, principalement du Royaume-Uni, des USA et d'Allemagne...

N'oubliez pas la photo d'ensemble, il s'agit pour la « finance » de capter l'ensemble des actifs avec l'aide des banques centrales qui les financent.

Nous assistons à un asservissement de masse.

Charles SANNAT [Source ici](#)

La BCE est maintenant à cours de munitions : « Mario Draghi va rapidement être remplacé par Jens Weidmann »

Jacques Attali pense que l'Allemagne, forcée, sera obligée de se joindre à la politique de Draghi ; l'économiste de la Saxo Bank, lui, pense que Draghi va rejoindre son Italie natale en 2015 et y devenir président alors que le président de la Banque centrale allemande prendra, lui, la tête de la BCE...

Faites vos jeux car si les Allemands prennent la direction de la BCE, je peux vous dire que le reste de l'Europe ne va pas vraiment rigoler longtemps.

Cet article est en français alors vous pouvez le lire sans modération, il présente une analyse et un point de vue très intéressant.

Charles SANNAT [Source ici](#)

UE : les nouvelles sanctions viseront des groupes pétroliers russes

Voilà une idée véritablement excellente, mais c'est vrai que Poutine est vraiment méchant, tellement méchant qu'alors qu'un cessez-le feu est en vigueur en Ukraine, l'Europe pour fêter cette bonne nouvelle décide de provoquer encore une fois de plus la Russie en prenant des sanctions carrément contre les grandes sociétés pétrolières et gazières russes qui, accessoirement, nous livrent le gaz qui va nous chauffer cet hiver...

En clair, Moscou veut la paix et nous faisons tout pour pousser les Russes à la guerre et si, au passage, les peuples européens se caillent de froid cet hiver, nos europathes n'en n'ont rien à cirer...

Je suis totalement atterré par ce qu'il se passe sous nos yeux.

Nos dirigeants sont devenus fous.

Charles SANNAT

MOSCOU, 8 septembre – RIA Novosti

La liste des entreprises visées par les nouvelles sanctions de l'UE

comprendra les groupes pétroliers Rosneft, Gazprom Neft et Transneft, a annoncé lundi l'agence Reuters, citant une source diplomatique au sein de l'Union européenne.

L'interlocuteur de l'agence a en outre fait savoir que les sanctions de l'UE frapperaient également les sociétés publiques russes dont le chiffre d'affaires dépasse 1 000 milliards de roubles (environ 20,9 milliards d'euros), y compris celles spécialisées dans le commerce et le transport de pétrole.

Selon les médias européens, les nouvelles sanctions économiques pourraient viser des sociétés énergétiques russes ainsi qu'une vingtaine de responsables russes et ukrainiens. Ces derniers se verront interdire l'entrée dans l'UE et leurs avoirs (éventuels) seront gelés.

[Source ici](#)

Japon : des chiffres catastrophiques!

Je vous conseille vivement la lecture de cette dépêche de l'AFP qui nous apprend que le Japon est encore en récession (sans doute encore un symptôme de la reprise de la croissance mondiale) et que cela, tenez-vous bien et accrochez-vous à la rambarde, « correspond désormais à une baisse de 7,1 % en rythme annualisé, contre -6,8 % initialement calculé. Il faut remonter à 2009 pour trouver la même décrue ».

On parle évidemment de la baisse... du PIB !! -7,1 %, ça pour être de la croissance « négative », c'est de la croissance négative.

Pourtant, on vous expliquait il y a encore quelques semaines avec des trémolos dans la voix qu'au Japon, grâce à la politique monétaire accommodante, tout allait de mieux en mieux... Mais la réalité est dure parfois, et aucun pays n'a jamais pu retrouver de la croissance uniquement en imprimant plus de billets...

Le Japon est condamné, notamment en raison d'un vieillissement massif de sa population, et il est parfaitement logique qu'une décroissance de la population entraîne mécaniquement une décroissance du PIB et cela s'appelle une récession.

Petit problème, cette récession est structurelle et pas conjoncturelle et le Japon est la troisième économie mondiale, lorsqu'il s'effondrera, il y aura un

grand fracas mondial.

Charles SANNAT [Source ici](#)

Japon : le trou d'activité du 2e trimestre plus profond qu'annoncé

AFP le 08/09/2014

L'économie du Japon a souffert plus que prévu d'une hausse de "TVA nipponne" au deuxième trimestre, ont confirmé lundi des statistiques qui vont peser dans la décision de réitérer ou non l'an prochain cet impopulaire changement fiscal et relancer les spéculations sur la réaction de la banque centrale.

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon a chuté de 1,8% entre avril et fin juin comparé au trimestre précédent, a annoncé le gouvernement, révisant négativement l'évaluation préliminaire qui était déjà mauvaise (-1,7%).

Il s'agit du plus fort recul d'un trimestre sur l'autre depuis celui consécutif à la triple catastrophe (séisme, tsunami, accident nucléaire) survenue en mars 2011.

Cela correspond désormais à une baisse de 7,1% en rythme annualisé, contre -6,8% initialement calculé. Il faut remonter à 2009 pour trouver la même décrue.

Les investissements des entreprises et la consommation des particuliers ont été moindres qu'estimé en première approche, baissant tous les deux de 5,1%, a précisé le gouvernement.

Durant les trois mois pris en compte, l'activité a non seulement subi le contrecoup de la hausse de la taxe sur la consommation intervenue le 1er avril, mais aussi les effets d'une météo exécrable par endroits qui a dissuadé les consommateurs de sortir faire des achats ou de fréquenter les lieux de loisirs.

Les entreprises ont quant à elle été très prudentes dans leurs investissements en attendant de voir l'évolution de la demande une fois passé le trou d'air dû au changement de taux de la "TVA japonaise".

"Le rebond sera probablement modeste au 3e trimestre", prévient Marcel Thieliant de Capital Economics, qui rappelle que la production industrielle n'a remonté que de 0,2% en juillet après une chute de 3,4% en juin.

Maintenant que les clients ont a priori épuisé leurs réserves de produits de

première nécessité, la consommation privée devrait se reprendre à en juger par des indicateurs de commerce de détail qui laissent espérer que les acheteurs retrouveront plus vite le chemin des boutiques qu'ils ne l'avaient fait en 1997 lors de la précédente hausse de taxe.

Il n'en demeure pas moins que cette très mauvaise performance du PIB va rendre plus difficile la décision qu'aura à prendre en fin d'année le Premier ministre sur une nouvelle augmentation de cet impopulaire impôt indirect, normalement programmée en octobre 2015.

En vertu d'une loi votée sous le précédent exécutif de centre-gauche, cette taxe est alors censée passer à 10%, contre 8% depuis le 1er avril et 5% entre 1997 et mars dernier.

- L'Etat et la BoJ dans les radars -

Le chef du gouvernement conservateur, Shinzo Abe, tranchera en fonction de diverses données successives, avait insisté dimanche à la télévision le ministre de la Revitalisation économique, Akira Amari, reconduit dans ses fonctions lors du remaniement de la semaine passée, à l'instar de son collègue des Finances, afin de poursuivre la stratégie de relance économique connue sous le vocable "Abenomics".

La semaine dernière, la banque centrale du Japon (BoJ) a cependant opté pour le statu quo, jugeant qu'aucune action supplémentaire n'était à ce jour nécessaire pour redonner du souffle à l'activité.

Depuis avril 2013, l'institution a réformé sa façon de procéder. Elle applique une politique inflationniste et d'assouplissement dit quantitatif et qualitatif qui consiste à offrir des liquidités au marché via le rachat d'obligations d'Etat et de titres plus risqués de fonds cotés.

"Les attentes de nouvelles mesures de la part de la banque centrale et de davantage de dépenses de relance du gouvernement vont probablement augmenter", suppute néanmoins Junichi Makino, de SMBC Nikko Securities.

Reste que la première jauge de la BoJ est l'inflation et que tant que l'évolution des prix ne redevient pas alarmante, la banque pourrait ne pas bouger, notent d'autres analystes.

En revanche, le gouvernement devrait, lui, passer à l'acte cet automne avec un nouveau train de mesures de soutien de quelque 5.000 milliards de yens

(36 milliards d'euros), après déjà une enveloppe spéciale d'accompagnement de la hausse taxe.

La grossière erreur du JT de France2 sur le budget de l'Etat

Philippe Herlin mardi 9 septembre 2014

Hier au JT (journal télévisé) de 20h de France2, un journaliste a présenté le budget de l'Etat comme suit (voir photo). Le déficit ne serait, suivant cette présentation, que de 3%. Grossière erreur.



Le chiffre de 3% se rapporte au PIB, c'est le mode de calcul retenu pour les fameux critères de Maastricht. Mais si l'on forme une colonne pour les dépenses et une autre pour les recettes, la différence n'est pas de 3% mais de bien plus ! Prenons [le budget 2014](#), les recettes fiscales nettes de l'Etat s'élèvent à 227,6 milliards d'euros, les dépenses nettes à 309,2 (nettes des perceptions et des versements aux collectivités locales, l'Etat percevant et reversant les impôts locaux), et donc le déficit à 81,5 milliards d'euros (voir page 3). Et lorsque l'on rapporte le déficit aux recettes nettes de l'Etat, le déficit n'est pas de 3% mais de 35% ($81,5/227,6 = 35\%$) ! Voici le chiffre qui aurait du se trouver dans le schéma du journaliste. Cela montrerait clairement qu'il s'agit là d'un budget complètement à la dérive (imaginez un tel déséquilibre pour un ménage ou une entreprise). La règle des 3% est bien pratique, à force de l'asséner, elle permet de masquer la réalité de l'ampleur du déficit budgétaire. Depuis 1974, le budget de la France est en déficit de 20% ou plus, voilà le vrai chiffre, qui permet de comprendre le poids de la dette publique (2.000 milliards d'euros), et il signe l'échec de tous les

gouvernements depuis cette époque. On comprend que les responsables politiques veuillent masquer leurs responsabilités dans ce naufrage, mais on pourrait s'attendre à ce que les journalistes ne tombent pas dans le panneau.

Banques : comment une réglementation perverse favorise les crises financières, 2ème partie

09 sept 2014 | [Mory Doré](#) | <http://la-chronique-agera.com/banques-reglementation/>

▪ Nous avons vu hier que Bâle III avait mis en place quatre nouveaux ratios dont les effets pouvaient être pervers. Après en avoir examiné deux — le LCR et le NSFR —, nous abordons les deux derniers... tout aussi dangereux.

En effet, la généralisation d'un modèle de financement désintermédié peut poser des problèmes d'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs. En général, les investisseurs institutionnels disposent de peu d'informations sur les entreprises emprunteuses s'ils investissent sur des produits de dette titrisée ; cet inconvénient semble théoriquement plus limité si les banques qui émettent les crédits en conservent une partie dans leurs bilans.

3/ L'exigence de ratios de solvabilité plus élevés va conduire les banques à se doter de capitaux (fonds propres) de plus en plus importants.

Cette course aux fonds propres va renchérir les capitaux. Les banques seront incitées à prendre des risques importants (et pas forcément bons) pour maintenir la rentabilité des fonds propres chèrement acquis... ou au contraire à privilégier des risques considérés — peut-être à tort — comme très faibles en continuant à acheter de la dette publique surévaluée.

4/ Le ratio de levier s'imposera aux banques à horizon 2018 et sera défini comme le rapport entre les fonds propres et le total de bilan. Il devra être supérieur à 3%, peut-être 4% voire plus, certains régulateurs nationaux n'hésitant pas à faire de la surenchère.

L'objectif de ce ratio est de visualiser simplement le niveau de levier (mais pas forcément de risque) d'un bilan bancaire en regardant le rapport entre les fonds propres et les encours de crédit ou placement

La mise en oeuvre prévue de ce ratio est en soi une preuve de la méfiance que suscitent désormais les modèles internes de calcul de risques, même par ceux qui en ont été les plus ardents défenseurs, c'est-à-dire le comité de Bâle.

Si ce ratio de levier prend le pas sur le ratio de solvabilité traditionnel, les banques seront incitées à se porter sur les actifs à marge élevée et donc à risque plus élevé puisqu'ils ne seront pas plus pondérés en risque que des actifs à marge plus faible.

▪ **La fin des manipulations serait-elle une si mauvaise chose ?**

A vrai dire, nous avons connu une croissance factice, adossée à une bulle de crédit, elle-même facilitée par des taux courts maintenus artificiellement bas. Est-ce qu'il serait finalement dramatique que cette situation cesse et que les banques centrales arrêtent de manipuler la courbe des taux ? Ces manipulations conduisent les agents économiques à se surendetter pour réaliser des investissements ni forcément utiles, ni forcément très rentables.

La fin des crises financières à répétition passe par la fin de l'endettement public démesuré et de la création monétaire à tout va qui ne sont pas les piliers d'une croissance saine et durable, contrairement à ce que pensent la plupart de nos dirigeants politiques.

En réalité, nous vivons dans un marché de dupes parfait, avec une rigueur demandée à la collectivité mais sans assainissement du système (banques et Etats).

Malgré les pressions de la réglementation, certaines banques ne font toujours pas les efforts d'assainissement nécessaires. Pourquoi s'inquiéteraient-elles puisque la BCE fournit tout ce dont elles ont besoin à taux quasi-nul ?

Parallèlement, les Etats ne sont pas incités à mettre en place des politiques budgétaires et fiscales efficaces — réduire les dépenses improductives et augmenter les impôts les moins pénalisants pour l'activité économique.

Après tout, leur endettement est financé à des conditions de taux très avantageuses soit directement par les banques centrales, soit indirectement par la liquidité extraordinairement abondante octroyée aux banques, soit encore, comme nous l'avons vu, par des évolutions réglementaires.

Europe : LE JEU DEVIENT SERRÉ !

9 septembre 2014 par François Leclerc |

Cela ne se passera pas comme ça ! Il ne sera pas donné à la BCE toute liberté pour calibrer à sa guise son programme d'achat d'Asset-Backed Securities (ABS), ces produits financiers de titrisation. D'après le *Suddeutsche Zeitung*,

les ministres des finances allemand et français ont rédigé un « non paper » (selon la terminologie officielle française, une « note libre » qui ne peut être attribuée). Destinée à être discutée lors du prochain Ecofin informel de samedi – la réunion des ministres des finances de l'Union européenne – elle porte sur la revitalisation régulée... du marché des ABS. Une vraie pierre dans le jardin de la BCE !

L'objectif revendiqué respire l'innocence, puisqu'il s'agit de dynamiser ce marché anémique en incitant les banques à titriser leurs actifs, tout en les dissuadant de le faire avec des actifs de mauvaise qualité (des prêts douteux), afin de produire des ABS de bonne qualité. Il est explicitement fait référence à l'émergence de « phénomènes de pré-crise aux États-Unis », allusion à la bulle financière qui s'est développée.

Aux États-Unis, les transactions portant sur les collateralized loan obligations (CLO) ont en effet atteint le niveau d'il y a sept ans, en 2006-2007, à cette différence près que ceux-ci ne s'appuient plus essentiellement sur des prêts immobiliers – dont le marché est devenu étriqué – mais sur des prêts aux entreprises, souvent mal notés par les agences de notation. C'est le résultat de l'abondance des liquidités et des faibles taux en vigueur. Facteurs inquiétants, la Loan Syndication and Trading Association (LSTA) reconnaît que les CLO apportés sur le marché sont destinés au refinancement de prêts existants; et les nouvelles lignes directrices de la Fed et de l'Office of the Comptroller of the Currency destinées à encadrer ce marché n'ont pas eu l'effet recherché.

Mais derrière cette noble préoccupation se dissimule d'autres intentions.

Jürgen Stark, l'ex-économiste en chef de la BCE, a pesé hier dans Handelsblatt dans le débat engagé en Allemagne à propos de ces nouvelles mesures. La BCE, remarque-t-il, déverse à nouveau des liquidités dans un marché qui en est saturé, aboutissant à des *distorsions* du marché et elle concentre les risques en se transformant en *bad bank*. Des évidences que le leader de la CSU, Horst Seehofer, n'avait pas manqué de dénoncer hier. Un autre sujet de désaccord bien identifié se profile derrière ces passes d'armes. En impliquant la Banque européenne d'investissement (BEI) ainsi que les institutions d'investissement public nationales dans les achats des tranches juniors les plus risquées des futurs ABS, la BCE n'est-elle pas en train de créer des quasi-euro-obligations sans le dire ? C'est la question à laquelle répond par l'affirmative Wolfgang Münchau – également chroniqueur du

Financial Times – dans Der Spiegel.

Décidément, la BCE est sur un terrain glissant ! La Banque d'Italie vient d'ailleurs d'apporter de l'eau au moulin de Jürgen Stark en décidant d'assouplir la réglementation concernant le collatéral que les banques du pays vont pouvoir apporter pour obtenir des prêts de la BCE dans le cadre de autre nouveau programme massif de prêts, le T-LTRO. Vous avez-dit *bad bank* ?

La réunion de l'Ecofin de fin de semaine promet, si l'on en croit Sandro Gozi, un membre du cabinet du sous-secrétaire d'Etat italien aux affaires européennes. Celui-ci a revendiqué pour l'ensemble de la zone euro, et pas seulement pour son pays, un assouplissement des objectifs de réduction du déficit et de la dette publique, en raison de la faiblesse de l'inflation et de la croissance, rejoignant l'argumentation de Michel Sapin, le ministre français, auquel Christine Lagarde avait entretemps répliqué... De son côté, Pier Carlo Padoan, le ministre de l'économie et des finances italien, a proposé hier de dégager un « solide paquet pour la croissance » en contrepartie du pacte fiscal. La question est désormais de savoir si l'on va sortir des généralités !

Source : <http://www.pauljorion.com/blog/2014/09/09/europe-le-jeu-devient-serre-par-francois-leclerc/>

Avertissement au monde :

Washington et ses vassaux de l'OTAN et de l'UE sont devenus fou

Les moutons enragés 8 août 2014, par Paul Craig Roberts

— **En bref (rien à voir avec le titre) : Selon The Newyorker Barack Obama se serait énervé tout rouge du fait que ses appels à Vladimir Poutine vont directement sur sa boîte vocal (voir ICI). Avec une peu d'humour on pourrait d'ailleurs imaginer le répondeur personnalisé de Vladimir Poutine à l'attention de son « collègue » : *Si c'est pour de nouvelles sanctions, appuyez sur la touche 1 ; si c'est pour les preuves sur le crash du Vol MH17, appuyez sur la touche 2, etc... :)* —**

Voici un article décapant de Paul Graig Robert (qu'on ne présente plus). Article qui mérite une large diffusion et dont je sélectionne un passage en guise de « bande annonce » :



« Lors de mon doctorat, mon directeur de thèse, qui est devenu un haut fonctionnaire du Pentagone assigné à la tâche de mettre un terme à la guerre du Vietnam, en réponse à ma question sur la façon dont Washington a toujours réussi à imposer aux Européens ce que Washington voulait m’a répondu : “l’argent, nous leur donnons de l’argent” “L’aide étrangère” ai-je demandé ? “Non, nous donnons aux dirigeants politiques européens des valises pleines d’argent (“bag fulls of money”)”. Ils sont à vendre, nous les avons achetés. Et ils viennent rapporter“. »

Voici donc l’article en question trouvé sur www.mondialisation.ca



Herbert E. Meyer, (photo) un dingue qui fut pendant un temps assistant spécial du directeur de la CIA sous l’administration Reagan, a écrit [un article appelant à l’assassinat du président russe Vladimir Poutine](#). Si nous pouvions *“le faire partir du Kremlin les deux pieds devant avec un trou derrière la tête, ce serait bien pour nous.”* Comme l’illustre très bien ce fou de Meyer, la folie que Washington a déversé sur le monde ne connaît plus de retenue.

Jose Manuel Barroso, une marionnette de Washington installée comme président de la Commission, a déformé les propos issus de sa récente conversation téléphonique confidentielle avec le président Poutine en déclarant aux médias que Poutine avait fait des menaces : *“Si je veux, je peux prendre Kiev dans deux semaines.”*

De toute évidence, Poutine n’a pas émis de menace. Une menace serait incompatible avec l’approche diplomatique de Poutine face à la menace stratégique que Washington et ses marionnettes de l’OTAN font peser sur la Russie en Ukraine. Représentant permanent de la Russie auprès de l’UE, Vladimir Chizhov, a déclaré que si Barroso maintenait son mensonge, la Russie rendrait public l’enregistrement complet de leur conversation.

Quiconque est familier avec la disparité entre les armées russes et ukrainiennes sait très bien qu’il faudrait à l’armée russe seulement 14 heures et non 14 jours, pour prendre la totalité de l’Ukraine. Rappelez-vous ce qui s’est passé avec l’armée géorgienne, entraînée et équipée par les Etats-Unis et Israël, lorsque Washington a mis ses stupides marionnettes géorgiennes en Ossétie du Sud. L’armée géorgienne, soutenue par les Etats-Unis et Israël s’est effondrée devant la contre-attaque russe en 5 heures.

Le mensonge que la marionnette de Washington, Barroso, a fait n’est pas digne d’une personne sérieuse. Mais où y a-t-il en Europe, une personne sérieuse au pouvoir ? Nul part. Les quelques personnes sérieuses sont loin du pouvoir. Considérons le Secrétaire général de l’OTAN, Anders Rasmussen. Il a été premier ministre du Danemark et a vu qu’il pouvait s’élever au-delà du Danemark sur la scène internationale en servant de marionnette pour Washington. En tant que premier ministre, il a fortement soutenu l’invasion illégale de l’Irak par Washington, en déclarant que *“nous savons que Saddam Hussein possède des armes de destruction massive.”* Bien sûr, ce fou n’était nullement au courant de telle chose, et d’ailleurs pourquoi cela poserait problème si l’Irak possédait de telles armes. Beaucoup de pays possèdent des armes de destruction massive.

Selon la règle selon laquelle toute personne qui sert de Washington est valorisée, le numéro Rasmussen a été promu.

Le problème avec l'élévation des imbéciles sans scrupules, c'est qu'ils sacrifient le sort du monde pour leur carrière. Rasmussen a mis à présent l'ensemble de l'Europe orientale et occidentale au bord de l'anéantissement. Rasmussen a annoncé la création d'une force qui constituerait un fer de lance capable de mener une guerre éclair (Blitzkrieg) contre la Russie. Ce que la marionnette de Washington appelle «*le plan de préparation de l'action*» est justifiée comme une réponse à “*un comportement agressif de la Russie en Ukraine.*”

“*Le fer de lance de la force*” de Rasmussen serait anéanti avec chaque capitale européenne. Quel genre d'idiot provoquerait une superpuissance nucléaire de cette façon ?

Rasmussen dénonce le “*comportement agressif de la Russie*“, mais n'a aucune preuve de ce qu'il avance. La Russie s'est tenue sur la touche alors que gouvernement fantoche de Washington à Kiev a bombardé et attaqué des logements civils, des hôpitaux, des écoles et émis un flux constant de mensonges contre la Russie. La Russie a rejeté les demandes des provinces nouvellement indépendantes de l'est et du sud de l'Ukraine, les anciens territoires russes, d'être réunies avec la Russie. Comme les lecteurs le savent, je considère la décision de Poutine comme une erreur, mais les événements pourraient me prouver le contraire et je serai prêt à l'accepter. Pour l'instant, le fait est que tout acte de comportement agressif est le résultat de l'appui des États-Unis, de l'UE et des nazis à Kiev. Ce sont les milices nazis ukrainiennes qui attaquent des civils dans les anciens territoires russes de l'est et du sud de l'Ukraine. Un certain nombre d'unités militaires ukrainiennes ont régulièrement fait défection dans les républiques indépendantes.

Oui, les nazis. L'Ouest de l'Ukraine fut la maison mère de la division SS ukrainienne qui combattit pour Hitler. Aujourd'hui, les milices organisées par le Secteur Droit et d'autres organisations

politiques de droite portent l'insigne nazi des divisions SS ukrainiennes. Ce sont les gens que Washington et l'UE soutiennent. Si les nazis ukrainiens pouvaient gagner contre la Russie, ce qu'ils ne peuvent pas, ils se tourneraient vers l'Occident, tout comme l'a fait l'armée islamiste de l'EIIL (Etat Islamique d'Irak, de Syrie et du Levant) financée par Washington qui a déclenché la guerre en Libye et en Syrie. Maintenant l'EIIL est en train de participer au remodelage du Moyen-Orient, et Washington semble impuissante.

William Binney, un ancien haut fonctionnaire de la National Security Agency (NSA) des États-Unis, et ses collègues de la CIA et des services de renseignement militaire [ont écrit à la chancelière allemande Angela Merkel](#) en lui conseillant de se méfier des mensonges d'Obama au prochain sommet de l'OTAN au Pays de Galles. Les responsables du renseignement états-unien conseillent à Merkel de se remémorer de l'histoire "*des armes de destruction massive*" de l'Irak et de ne pas être à nouveau trompée, cette fois-ci dans le cadre du conflit avec la Russie.

La question est : qui Merkel représente-t-elle ? Washington ou l'Allemagne ? Jusqu'à présent, Merkel a représenté Washington plutôt que les intérêts économiques allemands, et non le peuple allemand pas plus que les intérêts de l'Allemagne en tant que pays. Voici l'exemple d'une manifestation à Dresde où une foule s'oppose au discours de Mme Merkel aux cris de "*kriegstreiber*" (fauteur de guerre), "*menteur, menteur,*" et "*pas de guerre avec la Russie.*" (voir la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=-wSMhGE_Mpk).

Lors de mon doctorat, mon directeur de thèse, qui est devenu un haut fonctionnaire du Pentagone assigné à la tâche de mettre un terme à la guerre du Vietnam, en réponse à ma question sur la façon dont Washington a toujours réussi à imposer aux Européens ce que Washington voulait m'a répondu : "*l'argent, nous leur donnons de l'argent*" "L'aide étrangère" ai-je demandé ? "Non, nous donnons aux dirigeants politiques européens des valises pleines d'argent ("*bag fulls of money*")". Ils sont à vendre, nous les avons achetés. Et ils viennent rapporter". Peut-être que cela explique les

50 millions de dollars amassés par Tony Blair en une année.

Les médias occidentaux, le plus grand bordel au monde, attend désespérément la guerre. Le comité de rédaction du *Washington Post*, devenu à présent un journal-trophée aux mains du propriétaire milliardaire d'Amazon.com, a publié un éditorial le 31 août qui reprend tous les mensonges émanant de Washington (et du *Post*) au sujet de Poutine.

Le propriétaire d'Amazon.com sait sans doute comment commercialiser les produits sur Internet, mais en ce qui concerne la direction d'un journal, sa gestion est désespérante. Les rédacteurs en chef du *Washington Post* ont fait de son trophée la risée du monde entier.

Voici les accusations stupides que les éditeurs du milliardaire ont formulé contre Poutine dans son journal :

Poutine, a vécu douloureusement l'effondrement de l'URSS, c'est pour cela qu'il a "ressuscité la tyrannie du Grand mensonge" afin de reconstituer l'empire russe.

"Les milices sponsorisées par les russes en Ukraine" sont responsables du "tir qui a abattu l'avion de ligne de la Malaisie en juillet." Les "médias contrôlés par l'Etat russe" ont menti et désinformé le peuple russe au sujet des responsables qui sont à l'origine du crash de l'avion de ligne.

"M. Poutine le Grand menteur montre pourquoi il est important de soutenir une presse libre là où elle existe et des médias comme Radio Free Europe qui apportent la vérité aux gens qui en ont besoin".

En tant qu'ancien rédacteur en chef du *Wall Street Journal*, je peux dire en toute confiance que cette propagande extraordinaire dans le cadre d'un éditorial aurait entraîné le licenciement immédiat de toutes les parties concernées. A mon époque, le *Washington Post* était considéré comme un agent de la CIA parmi les membres

du Congrès. Aujourd'hui, le *Post* a sombré bien en dessous de cette réputation.

J'ai assisté à des flots de propagande émanant des médias durant ma vie, mais cet éditorial du *Washington Post* a décroché le pompon. L'éditorial montre combien les journalistes, les éditorialistes sont complètement ignorants à moins qu'ils soient complètement corrompus ; cela suppose aussi que leurs lecteurs sont complètement ignorants. Si les unités militaires russes étaient en action dans l'est de l'Ukraine, la situation serait exactement comme décrit par [Alexander Zakharchenko](#) et [Dmitry Orlov](#) : l'Ukraine n'existerait plus. L'Ukraine serait de nouveau une partie de la Russie comme elle le fut pendant des siècles avant que Washington profite de l'effondrement soviétique pour écartier l'Ukraine loin de la Russie.

La question qui se pose est : combien de temps la Russie va avoir la patience de supporter les énormes mensonges et provocations de l'Occident ? Peu importe la façon dont la Russie se retient d'intervenir, la Russie est accusée du pire. Par conséquent, la Russie peut ainsi infliger le pire.

L'OTAN ne pourrait rien faire, si la Russie décidait que l'Ukraine entre les mains de Washington, était une trop grande menace stratégique, et décidait de réintégrer l'Ukraine au sein de la Russie dont elle a fait partie pendant des siècles. Toute force de l'OTAN envoyée sur le terrain entraînerait une guerre que l'OTAN ne pourrait gagner. La population allemande, se rappelant des conséquences de la guerre avec la Russie, renverserait le gouvernement fantoche de Washington. L'OTAN et l'Union européenne s'effondreraient tandis que l'Allemagne quitterait la construction absurde servant les intérêts de Washington au détriment de l'Europe.

Une fois que cela se produira, le monde aura la paix. Mais pas avant.

Pour ceux qui se soucient de comprendre comment cette terre de propagande fonctionne, le gouvernement fantoche de Washington à

Kiev attribue la défaite de ses forces militaires dans la République Donetsk à la présence au sein de l'armée de Donetsk d'unités militaires russes. C'est la propagande qui est diffusée à l'ouest de l'Ukraine et dans les médias occidentaux "*pressetitués*" ("*presstitute*"), une collection de putes qui font écho à la propagande sans aucune investigation. Cependant, Kiev a une histoire différente pour le FMI. Kiev ne peut pas recevoir de l'argent du FMI pour payer ses créanciers occidentaux si l'Ukraine est en guerre. Par conséquent, [l'Ukraine déclare exactement le contraire au FMI : la Russie n'a pas attaqué l'Ukraine.](#)

Les médias occidentaux restent indifférent à tous les faits. Ce qui les intéresse ce sont juste les mensonges. Seulement les mensonges.

Le Washington Post, le New York Times, CNN, Fox "news", Die Welt, la presse française, la presse britannique, tous plaident : "s'il vous plaît Washington donnez-nous des mensonges plus sensationnels que nous puissions les répandre. Notre santé financière en a besoin. Pourquoi se soucier de la guerre et du genre humain si nous pouvons regagner la stabilité financière."

Selon Justin Raimondo, [Washington plante les graines de Troisième Guerre mondiale](#) :

Paul Craig Roberts

paulcraigroberts.org

Article original en anglais:

[Warning to the World: Washington and its NATO and EU Vassals are Insane](#), publié le 5 septembre 2014

Traduction : [SLT](#)

Le Docteur Paul Craig Roberts fut Secrétaire Adjoint au Trésor pour la politique économique et rédacteur en chef adjoint du Wall Street Journal. Il était chroniqueur pour Business Week, Scripps Howard Nouvelles Service et Creators Syndicate. Il a eu de nombreux postes universitaires. Ses chroniques sur internet ont eu un succès dans le monde entier. Les derniers livres de Roberts sont [The Failure of Laissez Faire Capitalism and Economic Dissolution of the West](#) and [How America Was Lost](#).

Les rhumatismes de Keynes

Posté le 9 septembre 2014 par Bcolmant

Si Keynes fut un des plus importants économistes, il fut sans doute l'auteur le plus dévoyé, servant d'alibi commode aux politiques d'étatisation et autres cristallisations des Etats-providence dispendieux.

A titre personnel, j'ai toujours été plus séduit par les théories monétaires de Marx et de Friedman qui ne sont singulièrement pas très éloignées, tandis que Keynes m'a semblé – à tort peut-être – esquiver le caractère relatif et scalaire de la monnaie.

Mais, en même temps, force est de reconnaître que nous devons aujourd'hui adopter une politique keynésienne, caractérisée par une stimulation temporairement étatique de l'économie, puisque cette dernière tombe en récession.

Bien sûr, le poids de l'Etat dans l'économie productive est ahurissant, mais ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut s'en offusquer.

Les caciques de l'économie de marché auront beau s'insurger : c'est pendant les années de croissance que nous aurions dû désendetter l'Etat.

Pas aujourd'hui.

Pour ceux qui ne comprennent pas la gravité des phénomènes, il faut rappeler que personne ne sait comment sortir d'une déflation, hormis une politique de déficit budgétaire et d'assouplissement monétaire.

Dans un texte étonnant " Perspectives économique pour nos petits-enfants" publié en 1930, Keynes prophétise le monde de 2030, c'est-à-dire presque le nôtre.

Il écrit que la crise des années Trente est un "*grave accès de pessimisme*" qui n'est pas le résultat de "*rhumatismes propres à la vieillesse, mais de douleurs de croissance résultant de changements trop rapides*".

S'il a eu raison en 1930, il aurait eu autant raison en 2014, qui est caractérisée par un déploiement technologique fascinant. Mais nos sociétés vieillissent et leurs articulations sont grippées de rhumatismes, comme les charnières générationnelle.

Economie : quand la myopie se transforme en strabisme

Posté le 8 septembre 2014 par *Bcolmant*

Lentement, mais sûrement, le vent économique-politique tourne en Europe.

Il y eu les capitulaires sentencieuses de la Commission Barroso pour appliquer des politiques de rigueur budgétaire et les raidissements de la Banque Centrale Européenne en matière monétaire, en totale contradiction avec ce que les autres économies développées mettaient en œuvre.

Mais aujourd'hui, on reparle d'une politique de relance par la demande, ce qui – de manière subliminale – veut dire que les Etats vont devoir laisser filer temporairement leur déficit budgétaire.

Mario Draghi a d'ailleurs affirmé, avec son charme florentin, que tout économiste devait avoir un œil sur l'offre (c'est-à-dire la compétitivité des entreprises) et un œil sur la demande.

La myopie qui avait prévalu lors de la lecture des théories keynésiennes s'est donc transformée en un heureux strabisme.

Quand on applique cela au programme de notre gouvernement en gestation, cette orientation devrait se traduire par un accommodement du cycle économique, c'est-à-dire un report des hypothétiques retours rapides à l'équilibre, plutôt que par des efforts budgétaires à contretemps.

Certes, il faut restructurer de grands agrégats, telles la fiscalité directe et les pensions, mais sans impact brutal sur la consommation intérieure immédiate.

Bien sûr, il s'en trouvera beaucoup pour rappeler qu'il faut "prendre des mesures", encore que je n'aie jamais entendu de structuration complète de ces dernières.

Mais plus que les attitudes impétueuses, il faut se rappeler que si la demande intérieure commence à s'effriter, c'est toute l'économie qui va vaciller.

La plus grande pollution minière jamais survenue au Canada

Wikistrike et Bastamag 9 Septembre 2014



Un accident gravissime survenu cet été au Canada

Des lacs et des cours d'eau pollués, des produits toxiques massivement déversés dans la nature, des communautés indiennes affectées : l'accident qui s'est produit cet été dans une mine d'or et de cuivre de Colombie-Britannique a été qualifié de « plus grande catastrophe minière jamais survenue au Canada ». De nombreuses alertes avaient pourtant été émises sans que l'entreprise minière ne renforce la sécurité de ses installations. Et le Canada n'a cessé d'affaiblir ses réglementations écologiques pour faciliter son « boom » minier.

L'accident s'est produit le 4 août. La digue d'un bassin de décantation d'une importante mine d'or et de cuivre de Mount Polley, dans la province de Colombie-Britannique au Canada s'est rompue. Des milliards de litres d'eaux usées et de boues toxiques se sont déversées dans les lacs et les cours d'eau environnant. L'état d'urgence a été décrété localement, assorti d'une interdiction de consommer l'eau du réseau.

La rupture de la digue est survenue malgré un rapport officiel de 2011 alertant le propriétaire de la mine, *Imperial Metals*, sur la nécessité de trouver une solution durable pour évacuer les eaux usées s'accumulant dans le bassin. Le rapport, commandé par deux tribus des « *Premières nations* » et payé par *Imperial Metals*, notait également que la mine n'avait « *ni plan de surveillance ni plan d'urgence détaillés* » ! Dans le même temps, le ministère de l'Environnement de la province a déclaré avoir averti *Imperial Metals* en mai dernier - pour la cinquième fois ! -, après que des inspections aient révélé que les niveaux des eaux usées dans le bassin de décantation dépassaient la limite autorisée. Des eaux usées qui présentaient aussi une concentration

anormalement élevée de plusieurs substances, dont le sélénium, très toxique.

La « *plus grande catastrophe minière jamais survenue au Canada* »

L'accident, [qualifié](#) de « *plus grande catastrophe minière jamais survenue au Canada* », a détruit les écosystèmes de la rivière voisine de Hazeltine Creek, qui abritaient de [nombreuses espèces animales](#). Les boues ont également atteint les lacs Polley et Quesnel, dont la population locale dépend pour son eau potable ainsi que pour la pêche.

L'interdiction de consommation de l'eau a été [partiellement levée](#) une semaine après l'accident, les autorités sanitaires ayant estimé qu'elle ne présentait plus de risques. Mais de nombreux résidents restent méfiants, d'autant plus que d'autres problèmes environnementaux ont été signalés. En particulier de « mystérieuses » substances flottantes, bleues et brillantes... [1]. Pour l'ONG *Mining Watch Canada*, il est difficile d'évaluer les répercussions à plus long terme, en particulier pour les poissons, particulièrement sensibles à la pollution : « *Une grande partie des contaminants issus des eaux usées se retrouvera dans les sédiments, qui se déposeront en dehors de la colonne d'eau et ne seront pas pris en compte dans les échantillons d'eau testés* », [expliquent-ils](#).

« *Des saumons morts le long des berges* »

Les « *Premières nations* » de la région sont extrêmement préoccupées par les impacts à long terme de la catastrophe sur leurs moyens de subsistance. « *Notre peuple trouve des saumons morts le long des berges de la rivière comme nous n'en avons jamais vus de notre vie. Nous ne sommes pas satisfaits des conclusions du ministère de l'Environnement et nous allons faire le nécessaire pour assurer la santé et la sécurité de nos membres en participant à des études indépendantes* », a déclaré dans un [communiqué](#) le chef Joe Alphonse, président tribal pour le gouvernement national Tsilhqot'in.

Bien que la Colombie-Britannique applique le principe pollueur-payeur, le coût du nettoyage, qui s'élèvera probablement à des centaines de millions de

dollars, suscite aussi de nombreuses inquiétudes. *Imperial Metals* a promis de payer pour les dégâts, mais il est difficile à ce stade de savoir si leurs actifs et leur assurance seront suffisants pour couvrir la totalité des coûts.

Un gouvernement aux petits soins pour l'industrie minière

Au cours de la dernière décennie, le Canada a connu une forte expansion de ses industries extractives. L'objectif avoué du Premier ministre conservateur Stephen Harper est que le Canada devienne l'un des plus grands exportateurs de ressources naturelles au monde. Harper a été accusé d'[affaiblir délibérément](#) les protections environnementales en vigueur pour le plus grand bénéfice de l'industrie, notamment minière.

Dans un article du [Huffington Post Canada](#), l'écologiste canadien David Suzuki a déclaré que la catastrophe était « *prévisible* » et a critiqué l'usage de bassins de décantation ouverts pour les déchets miniers. « *Certaines mines souterraines plus petites trouvent des moyens plus sûrs pour traiter les déchets, par le remblayage des résidus. Il existe également l'option de faire sécher les résidus, ou de les transformer en pâte avant confinement* », a-t-il précisé. « *Les solutions plus sûres coûtent plus cher, ce qui les rend moins attractives pour des entreprises qui ne pensent qu'aux profits. Mais l'industrie minière [de la Colombie-Britannique], qui pèse 8 milliards de dollars, a les moyens de dépenser un peu plus pour la sécurité publique et pour l'environnement.* »

Des élus financés par l'industrie minière

Les autorités gouvernementales ont également été accusées de délibérément minimiser les conséquences du déversement d'eaux usées toxiques. Au Canada, les gouvernements provinciaux entretiennent souvent des liens étroits avec l'industrie, et les registres de campagne indiquent qu'*Imperial Metals*, ses filiales et leurs investisseurs [ont versé](#) depuis 2005 plus de 200 000 dollars canadiens (140 000 euros) au Parti libéral de Colombie-Britannique, au pouvoir dans la province. Le principal actionnaire d'*Imperial Metals* a également [organisé](#) l'année dernière une soirée privée de collecte de fonds en appui à la campagne de réélection de la Première ministre de

Colombie-Britannique, Christy Clark.

Une commission d'enquête mise en place par les autorités de Colombie-Britannique suite à l'accident semble ne s'être penchée que sur les éléments techniques, sans s'interroger sur d'éventuelles lacunes dans la législation ou dans la supervision gouvernementale. Le parti écologiste de Colombie-Britannique a lancé une pétition en ligne réclamant une enquête réellement indépendante sur les causes de la catastrophe. « *Cette crise, qui n'aurait jamais dû avoir lieu, met en lumière une défaillance systémique dans la législation et les normes environnementales de la Colombie-Britannique, dans les protocoles de surveillance et d'application, ainsi qu'une absence totale de préparation à une crise de ce type* », a déclaré Jens Wieting, de l'organisation environnementaliste Sierra Club.

« Si les risques sont trop élevés et si les solutions à long terme n'existent pas ou sont trop coûteuses, la seule manière de s'assurer que les résidus toxiques sont tenus à l'écart de nos cours d'eau et de nos paysages préservés devrait être d'interdire purement et simplement toute exploitation minière dans certains zones », estime David Suzuki. L'histoire dira si après la catastrophe de Mount Polley, le gouvernement et les habitants de Colombie-Britannique sont désormais prêt à envisager une telle éventualité.

Notes :

[1] Voir [ici](#) et [ici](#) (en anglais).

<http://www.bastamag.net/Canada-un-desastre-ecologique-met>

Document militaire:

Les USA prévoient d'utiliser la force létale contre des civils désarmés

Wikistrike et RT 9 Septembre 2014

Un document révèle des instructions détaillées de l'armée américaine pour lutter contre des «troubles de masse» et implique l'utilisation de la force létale contre des civils non armés.

Le document, qui a été obtenu par le site public Intelligence, est un manuel de 132 pages présentant différents scénarios de tumultes sociaux comme de

simples manifestations non violentes en passant par des événements pouvant être transformés en émeutes à grande échelle.

Crowd Control		Lethal Response			
		Sniper Response	Small Arms Direct Fire	Aerial Fires	Indirect Fires
Unarmed civilians	<ul style="list-style-type: none"> Ensure that target leaders or troublemakers are targeted. Use the minimum response necessary. Exploit the psychological effect of an attack. 	<ul style="list-style-type: none"> Determine that sniper response is insufficient. Consider demonstrating capabilities. Exploit the psychological effect of a lethal response. Escalate gradually, starting with a small caliber, single round and work up to a large caliber, automatic. 	<ul style="list-style-type: none"> Determine that small arms direct fire is ineffective. Use the minimum response necessary. Use a minimal precision strike initially; use subsequent fires based on the situation. Exploit the psychological impact of each strike. 	<ul style="list-style-type: none"> Determine that air assets are unavailable or ineffective. Use the minimum response necessary. Ensure that the response is directed by the on-site commander. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Close air support and indirect fires must be authorized. Consider requesting permission for use when— <ul style="list-style-type: none"> All lesser means have been ineffective. There are physical eyes on the target. Proximity to civilians has been considered. Prudent risk to friendly forces and evacuee's outweighs the prudent risk of collateral damage. 				
Armed civilians (knives, clubs)					
Armed crowds and military (firearms)					
Legend: RCA riot control agent MISO military information support operations					

Démocratie sanglante

Le manuel, rédigé en Avril, prend une nouvelle dimension avec en toile de fond l'agitation dans la ville de Ferguson dans l'État du Missouri, qui maintient le couvre-feu et dont les forces de sécurité ont reçu l'aide de la Garde nationale .

L'aspect le plus inquiétant, c'est que le manuel contient une description d'une « réponse mortelle » contre « des civils non armés », y compris l'utilisation de tireurs d'élite et des attaques directes avec des armes.

Par exemple, les tireurs d'élite sont invités à « cibler les chefs des émeutiers » et « profiter de l'effet psychologique de l'attaque. »

Pour une utilisation directe des armes à feu, il est recommandé de commencer par des tirs espacés de petits de calibres et de passer progressivement à des plus gros calibres et des armes automatiques.

Le document contient également un graphique ou les soldats sont informés sur la façon d'utiliser des balles en caoutchouc selon la gravité des dommages souhaités et détaille les impacts mortels sur le corps humain.

En tenant compte de la caractéristique des événements de Ferguson, dans lequel la communauté afro-américaine a dû faire face à une police militarisée, il convient de souligner le fait que le manuel avertit que l'agitation peut résulter de la haine ethnique ou de « questions sociales ou économiques hautement émotionnelles ».

« Les différences ethniques importantes dans une communauté peuvent créer une atmosphère de méfiance, voire de haine [...] et provoquer l'éruption d'un désordre civil pouvant conduire à des perturbations réelles, » indique le document.

Source: RT

Les 'Draghinomics': préparez-vous à voir la parité de l'euro chuter..

par Audrey Duperron · 09 sept. 2014 Express.be

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), vient d'annoncer une nouvelle série de mesures visant à juguler une possible installation de la déflation dans la zone euro. A la surprise générale, il a indiqué que la BCE avait abaissé les taux d'intérêt pour les porter à 0,05%, et promis qu'elle continuerait sa politique d'achat de titres adossés à des titres de créances (ABS), et qu'elle prévoyait par la suite d'acquérir un « large portefeuille d'obligations sécurisées libellées en euro et émises par des institutions financières de la zone euro ».

« Je suis confiant que le paquet de mesures que nous avons annoncées en juin fera aura des effets pour soutenir la demande, mais nous sommes prêts à aller plus loin dans notre politique », a dit Draghi, notifiant ainsi à son auditoire que la BCE pourrait également recourir à un « Quantitative Easing », autrement dit, à un rachat de titres avec de la monnaie nouvellement créée.

Le président de la BCE veut ainsi déjouer la déflation et stimuler l'économie dans la zone euro, deux objectifs combinés en un seul : éviter à tout prix que l'Europe se retrouve dans un scénario de type japonais.

Cela fait maintenant des années que le pays du soleil levant est englué dans la déflation et la stagnation de son économie. Pendant des années, le gouvernement japonais a esquivé les réformes qui s'imposaient pour sortir de cette situation. Mais les choses ont changé en 2012, avec l'arrivée au pouvoir du Premier ministre nippon Shinzo Abe. Celui-ci a rapidement implémenté les « Abenomics », c'est-à-dire un programme de mesures pour lutter contre la déflation, et relancer la croissance. Ces abenomics reposent sur 3 flèches : une politique budgétaire expansive, une politique monétaire très souple, et des réformes structurelles.

Draghi est conscient que la zone euro pourrait connaître le même sort, et les mesures qu'il a prises ne sont d'ailleurs pas sans évoquer les « abenomics ». [L'économiste américain Nouriel Roubini a même surnommé la politique du patron de la BCE les « draghinomics »](#), en clin d'œil à cette analogie. Mais le président de la BCE ne peut agir que sur l'un des piliers de cette politique, le levier monétaire. Les deux autres piliers (la consolidation budgétaire et les réformes structurelles) sont du ressort des dirigeants des Etats membres de la zone euro, qui doivent [engager des réformes, comme Draghi l'a rappelé lors de la conférence de Jackson Hole, récemment](#).

La première victime de cette approche est l'euro, qui a décroché par rapport au dollar, passant d'un cours de 1,33 dollar à moins de 1,29 dollar. En outre, il semble peu probable que cette chute va s'arrêter là, et à long terme, la monnaie unique devrait se fixer à un cours significativement plus bas.



La banque d'investissement américaine Goldman Sachs anticipe que ce déclin pourrait être très important, puisqu'elle prédit même dans un rapport que la parité de l'euro pourrait chuter d'un quart, et que le cours de l'euro pourrait être égal à celui du dollar d'ici la fin de l'année 2017. Cette

déclaration est d'autant plus remarquable que les grandes banques d'investissement américaines se gardent d'habitude d'émettre des déclarations audacieuses sur l'évolution des taux de change.

La monnaie unique européenne a chuté grâce à la combinaison d'une politique monétaire d'assouplissement menée à un moment où la Fed est prête à relever ses taux d'intérêt. Mais certains analystes craignent que même une baisse d'un quart ne sera pas suffisante pour sauver les économies encore fragiles des pays de la périphérie de la zone euro. Pour retourner la situation dans des pays comme le Portugal, la Grèce, et l'Espagne, il faudrait dévaluer le cours de l'euro de 40%.

Un euro plus faible est aussi une bonne nouvelle pour les entreprises des autres Etats-membres qui exportent leurs biens et services à l'extérieur de la zone euro.

L'euro n'est d'ailleurs pas la seule monnaie qui a vu sa parité chuter récemment. Le yen japonais et la livre sterling ont aussi cédé du terrain face au dollar, qui non seulement bénéficie de son statut de monnaie de réserve, mais aussi des chiffres excellents que l'économie américaine a présentés sur les derniers mois.

Pourquoi les gouvernements détestent l'or

Par Ron Paul - *Daily Paul*

Extrait des Archives

Article originellement publié le 08 juin 2010

L'histoire a montré à de nombreuses reprises que le système keynésien consistant en un gouvernement omniprésent et une monnaie à cours forcé a pour conséquence de cuisants échecs à long terme. Cependant, la nature même du gouvernement est d'ignorer cette réalité, ne serait ce que parce qu'il s'agit du chemin le plus aisé permettant l'expansion du pouvoir et du contrôle gouvernemental. Ainsi, la majeure partie des politiciens et économistes ignore les dommages causés par le keynésianisme dans ses premiers stades si l'illusion de la prospérité existe, suggérant ainsi que les lois de base de l'économie ont été bafouées. En fait, une manière simple de prédire qu'une bulle spéculative est sur le point d'exploser consiste à repérer le moment où les économistes commencent à expliquer comment le gouvernement et la Banque Centrale ont déjoué les cycles conjoncturels économiques.

La vérité, c'est que les lois de l'économie sont constantes et réelles, peu importe à quel point elles importunent les politiciens et les banquiers. Cette réalité s'impose et l'addition sera bien due en temps et en heure. Dans l'intervalle, les pays qui n'ont pas d'argent sont venus à la rescousse d'autres pays ayant tout aussi peu de moyens, excepté cette monnaie de fantaisie créée par les politiciens, les bureaucrates et leurs complices au sein des banques centrales. Cela peut effectivement permettre à de grandes banques bien implantées d'éviter de grosses pertes mais tout cela a lieu aux dépens des contribuables.

Alors que les gouvernements et les banques centrales poursuivent le cycle de dépenses budgétaires et d'inflation, le pouvoir d'achat de leurs devises respectives se dégrade constamment. Ces monnaies sont pourtant ce qui est donné aux citoyens en échange de leur travail et ce qui constitue leur épargne. L'inflation dévore les économies et les gains du peuple qui n'a que très peu d'alternatives pour se protéger contre les ravages de cette dernière. Une alternative possible consiste à convertir cette monnaie à cours forcé en quelque chose qui sera hors de portée des dépenses budgétaires des banques centrales et des gouvernements comme l'or ou l'argent.

Il est assez typique qu'au beau milieu d'une crise économique, ceux qui se prononcent en faveur de l'or tombent sous les attaques des économistes keynésiens et de leurs ardents supporters dans les médias. Les arguments contre l'or sont généralement de faibles arguments fondés sur une incompréhension fondamentale de l'objectif recherché par d'un achat d'or. L'or n'est pas un investissement classique dans le sens où c'est un moyen de se protéger des comportements typiques et prévisibles des gouvernements qui font fondre le pouvoir d'achat de la monnaie puisque cette dernière, la monnaie à cours forcé est sous leur contrôle absolu. Les personnes qui font fonctionner la planche à billet ont du mal à prendre la décision de la stopper. Echanger des actifs risqués contre des actifs sains (moins risqués) constitue donc une manière raisonnable de se protéger de façon à limiter le risque contre ce comportement des gouvernements.

Symbole de l'assise du pouvoir des gouvernements, la monnaie à cours forcé est rejetée ou évitée et le pouvoir du gouvernement est compromis. Les monnaies à cours forcé bradent la liberté individuelle du peuple tout comme sa sécurité contre une liberté octroyée au gouvernement de dilapider les richesses de la nation au profit de gaspillages tels que les programmes sociaux, la guerre et la corruption. C'est pourquoi la liberté du peuple est si intimement liée à une unité monétaire saine. Et c'est également la raison pour laquelle les pères fondateurs de la République [américaine] aimaient l'or et l'argent et que les supporters d'un gouvernement tout puissant les haïssent.

Ron Paul

Membre du Congrès Américain

www.house.gov/paul

Ron Paul est membre du Congrès Américain, où il représente le 14^e District du Texas, et il a la réputation d'être un des principaux défenseurs des libertés. Il est l'avocat à Washington d'un gouvernement limité, d'une fiscalité très faible, de marchés libres, et d'un retour à des pratiques monétaires saines fondées sur une monnaie gagée sur un actif réel. Il a été candidat à l'élection présidentielle américaine de 2008 (<http://www.ronpaul.org/>)